le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 Le 27 septembre 2020 N° 468 PRIX : 0,60 Euro

Côte d'Ivoire

Vont-ils de nouveau ensanglanter le pays dans leur bataille pour la mangeoire ?

Sommaire au verso

Sommaire

Pages 2 à 5 : **Côte d'Ivoire**

- Élection présidentielle 2020 :cont-ils de nouveau ensanglanter le pays dans leur bataille pour la mangeoire ?
- Parole d'un candidat à la mangeoire !
- Rentrée scolaire : un véritable casse-tête pour les classes pauvres.
- La chefferie traditionnelle a le vent en poupe !

Page 5 : **Mali**

- Les coups d'état se succèdent et se ressemblent.

Page 6 : **Sénégal**

- Grève des travailleurs de l'usine Twyford-Cera-mics.

Page 7 : **Éthiopie**

- Le pouvoir d'Abiy face aux conséquences de la crise économique, politique et sanitaire

Pages 8-9-10 : **Madagascar**

- Ceux qui font les frais de la crise et ceux qui en profitent.

Abonnement

France : (en éco-pli)
12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays : nous consulter.

Adresse

Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

Site internet:

www.uatci.org

CÔTE D'IVOIRE : ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE 2020 VONT-ILS DE NOUVEAU ENSANGLANTER LE PAYS DANS LEUR BATAILLE POUR LA MANGEOIRE ?

Il reste un peu plus d'un mois avant les élections présidentielles du 31 octobre prochain. Les protagonistes ont commencé à faire monter la tension au sein de la population. Des manifestations ont déjà fait plus de 20 morts à travers le pays. Le pouvoir et son opposition rivalisent pour mobiliser les populations et les gagner à leurs causes. Vu les positions tranchées actuelles et au regard de l'histoire récente du pays, cela n'augure rien de bon.

Aujourd'hui, Bédié le dirigeant du PDCI âgé de 86 ans, semble fédérer l'opposition autour de lui. Avec la quasi-totalité des partis d'opposition (FPI, UDPCI, GPS, MFA, LIDER, etc.) il mène la fronde contre Ouattara en contestant la légalité de sa candidature, en exigeant la recomposition de la CEI (Commission Électorale Indépendante) et du Conseil Constitutionnel, ainsi qu'un audit du fichier électoral.

À tous ces griefs de l'opposition, le RHDP, parti au pouvoir, répond par le mépris et l'arrogance. Autant dire qu'avant même que le premier tour de l'élection ne se tienne, tous les ingrédients sont déjà là pour en contester le résultat, si tant est qu'il ait lieu selon le calendrier prévu.

En 2010, la contestation des résultats de l'élection présidentielle qui avait opposé Gbagbo à Ouattara au deuxième tour, avait duré quatre mois et s'était soldée officiellement par 3000 morts. Tous sont d'accord pour dire que personne ne souhaite revivre une telle situation. Mais c'est la soif de pouvoir ajoutée à l'irresponsabilité qui conduit la classe politique ivoirienne à agir en pyromane.

Rien de fondamental ne distingue les protagonistes les uns des autres. Ce sont des gens d'un même monde. Ils vivent parfois côte à côte, fréquentent les mêmes lieux de loisirs et mangent parfois à la même table. Depuis 1993, année de la mort de Houphouët Boigny, à peu près toutes les combinaisons électorales ont été essayées : tantôt alliés, tantôt rivaux, selon les circonstances du moment. Ce qui les oppose, c'est seulement leur ambition de mettre la

main sur la plus haute fonction de l'État car c'est celle qui permet le plus d'accéder à la mangeoire pour tout le clan du gagnant. C'est dans ce seul but que ces alliances se font et se défont. Et c'est aussi pour cela qu'à l'occasion de chaque grande élection, les politiciens en compétition n'hésitent pas à propager la xénophobie, l'ethnisme ou le régionalisme pour mobiliser leurs troupes. C'est leur manière à eux de faire la campagne électorale mais c'est avec le sang des pauvres qu'ils se battent pour assouvir leurs ambitions personnelles !

Travailleurs, ceux qui sont au pouvoir comme ceux qui veulent y parvenir ne sont pas nos amis mais nos adversaires de classe. Ils veulent le pouvoir pour eux, pour s'enrichir et pour servir les intérêts de ceux qui nous exploitent dans les usines, sur les chantiers, dans les plantations et dans tous les endroits où nous et nos familles nous travaillons pour vivre.

Notre avenir ne se trouve pas dans la couleur d'un bulletin de vote qu'on nous permet de temps en temps de glisser dans l'urne, mais dans notre capacité de nous organiser et de lutter en tant que travailleurs pour améliorer nos conditions d'existence et pour vivre décemment de notre travail. Dans ce combat là, nous aurons aussi à nous battre contre toutes formes de division, ethnique, religieuse, nationale ou autres, que nos adversaires veulent introduire dans nos rangs pour nous affaiblir. Face à nos exploiteurs, notre force c'est l'unité et la solidarité entre tous les travailleurs !

Côte d'Ivoire

PAROLE D'UN CANDIDAT À LA MANGEOIRE !

Ouattara a posé la première pierre d'une usine de transformation de 50 milles tonnes de cacao au PK 24, dans la nouvelle zone industrielle de Yopougon. Ce projet est porté par le CCC (Conseil du café-cacao), un organe d'État. Pour le moment on n'en est qu'à la simple pose de la première pierre. Quant à savoir quel capitaliste viendra s'y installer et la faire tourner, c'est une autre affaire ! Mais déjà, il promet une seconde usine à San-Pedro et dans sa lancée il a aussi annoncé que « dans 2 ou 3 ans, nous serons à 1 million de tonnes de transformation, donc des emplois pour les ivoiriens ».

Pourquoi n'a-t-il pas fait construire toutes ces usines durant les dix ans qu'il a passés à la tête de l'État ? Autant dire que l'objectif recherché c'est de promettre des choses pour rempiler.

De son côté, son principal rival actuel, Konan Bédié, promet aussi monts et merveilles s'il arrivait au pouvoir. Les promesses, comme le disait un politicien cynique, n'engagent que ceux qui les écoutent!

Quant aux « refondateurs », aux Soro et autres, ils ont pour le moment une autre préoccupation plus urgente, celle de leur future carrière et de leur place dans la prochaine mangeoire gouvernementale, si mangeoire il y a !

RENTRÉE SCOLAIRE : UN VÉRITABLE CASSE-TÊTE POUR LES CLASSES PAUVRES

Les rentrées scolaires se suivent et se ressemblent, pour les familles ouvrières. Ce sont toujours des moments de grandes difficultés car chaque année, le budget alloué à la scolarisation des enfants doit être sans cesse revu à la hausse. Ce ne sont pas seulement les prix des fournitures scolaires qui flambent, il y a aussi le coût des inscriptions et les frais d'écolage.

Nombreux sont les travailleurs qui sont obligés d'avoir recours à des prêts scolaires auprès de leur entreprise afin de scolariser tant bien que mal leurs enfants. Les remboursements viendront ensuite grever leurs revenus les mois suivants.

Pour les enfants des travailleurs journaliers, la rentrée scolaire ne sera effective que bien après la date officielle car leurs parents n'ont pas droits aux prêts scolaires et de ce fait, ne peuvent pas payer les frais d'un seul coup.

De plus, cette année la situation est encore plus morose que d'habitude car un certain nombre d'entreprises ont profité de l'épidémie de corona virus pour licencier certains ouvriers ou les mettre en chômage technique sans indemnisation. Cela n'a fait que rendre encore plus compliquée la scolarisation de leurs enfants.

Face à ces réalités, on ne peut qu'être indigné lorsqu'on entend les gens du gouvernement faire des discours pompeux sur la soi-disant « école obligatoire et gratuite » alors que même dans les écoles publiques, on assiste à la multiplication des frais annexes.

LA CHEFFERIE TRADITIONNELLE A LE VENT EN POUPE !

Ouattara en compagnie de chefs traditionnels : à la pêche aux voix des villageois

En cette période de campagne électorale, les politiciens en compétition défilent un à un auprès de la chefferie traditionnelle et espèrent ainsi bénéficier du soutien de la population villageoise.

C'est ainsi que le ministre de l'Administration du territoire et de la Décentralisation, est venu remettre les clés de la nouvelle « maison des chefs » au chef du village de Kouto dans la région de la Bagoué.

On peut deviner que ce n'est pas le fait du hasard du calendrier que cette « maison des chefs » a été construite justement maintenant, à l'approche des élections. C'est peut-être aussi le cas dans de nombreux autres villages car de l'argent, ces gens du gouvernement en trouvent quand il y va de leurs intérêts.

Face à ce petit afflux d'argent venant de l'État, le poste de « chef de village » qui n'avait rien de lucratif au départ, fait de plus en plus objet de convoitise et attire des opportunistes déguisés en habits traditionnels pour mieux camoufler leurs véritables intentions. C'est peut-être l'exemple de ce médecin qui vient d'être nommé « chef suprême » du village de Songon-Té et en même temps « chef de la génération Tchagba en pays Atchan ». À moins que ce soit une «vocation» …

Il n'y a pas que les caméléons qui changent d'habits pour se camoufler. Certains parasites sont aussi maîtres en la matière !

Mali

LES COUPS D'ÉTAT SE SUCCÈDENT ET SE RESSEMBLENT

Des partisans de l'imam Dicko célébrant la chute d'IBK

Le 18 Août dernier, le régime du président Ibrahim Boubacar Keita (IBK) affaibli par une contestation de rue depuis plusieurs mois, a fini par être balayé par un putsch. Sa chute a été accueillie par des cris de joie dans les rue de Bamako et d'autres grandes villes du Mali. Les putschistes, à la tête desquels se trouve le lieutenant colonel Assimi Goïta, ont dit qu'ils sont venus pour « parachever » l'œuvre de la contestation populaire et ont promis de remettre le pouvoir à des civils à la fin d'une période de transition d'une durée « raisonnable ».

Le M5-RFP (Mouvement du 5 juin-Rassemblement des Forces Patriotiques) qui regroupe les principales organisations de l'opposition au président IBK, a apporté son soutien à la junte. Un des proches de l'imam Dicko, principale figure de proue de ce mouvement et connu pour ses positions très réactionnaires, a déclaré que lui et ses amis sont « disponibles pour accompagner ce processus ».

La perspective d'obtenir un petit strapontin ministériel ou n'importe quel poste permettant de puiser dans les caisses de l'État, attire un certain nombre d'opportunistes, à commencer par d'anciens ministres d'IBK, comme des mouches autour d'un dépôt d'ordures en putréfaction. Mais les putschistes ont pour le moment d'autres chats à fouetter que de distribuer des postes car ils doivent faire face à la pression des dirigeants de l'Union Africaine et de la CEDEAO (Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest) appuyés par ceux des puissances impérialistes, dont la France. Il leur est demandé de faire quelques gestes symboliques de coopération avec les chefs d'État africains, histoire de faire croire que ces derniers servent à quelque chose.

Les putschistes accueillant une délégation de la Cédéao à Bamako pour négocier sur la transition.

Les putschistes ont fait un geste d'apaisement en libérant le président IBK puis en nommant un militaire à la retraite, par ailleurs ex-ministre d'IBK, à la tête du nouveau pouvoir. Ils ont aussi promis de raccourcir la durée de la transition à 18 mois. Les tractations sont en cours mais les dirigeants de la CEDEAO ont déjà assoupli leurs positions en n'exigeant plus la réinstallation d'IBK au pouvoir mais en demandant simplement qu'on mette un civil à la tête de ce régime de transition. Les sanctions tel que le blocage des frontières préconisé par les dirigeants de la CEDEAO, ont été assouplies en attendant la fin des tractations.

À la fin, chacun pourra dire qu'il a obtenu quelque chose de l'autre mais au fond, tous ces gens-là, en tenue kaki-militaire ou en « boubou-cravate », sont fondamentalement les mêmes. Ils ont en commun d'être pour la perpétuation du même système capitaliste qui est responsable de la misère et de la dictature au Mali et ailleurs.

Dans ce pays, c'est le quatrième coup d'État militaire depuis l'indépendance dont on vient par ailleurs de fêter le 60ème anniversaire. À chaque changement de pouvoir, la population a eu droit au même genre de discours démagogiques, aux mêmes promesses de mettre fin à la gabegie, à la corruption et au clientélisme. Ceux qui y ont cru ont fini par déchanter car rien n'a changé dans ce pays. Les richesses ont continué d'être pillées par les puissances impérialistes, à commencer par l'ex-puissance coloniale. Militaires et civils se sont succédé au pouvoir et se sont rempli les poches en vidant les caisses de l'État et en imposant la dictature à l'ensemble de la population. La corruption a continué comme avant.

Ceux qui viennent de prendre le pouvoir parlent de construire «le Mali nouveau» mais pour les travailleurs et les paysans pauvres ce sera la continuation de la même exploitation et de la même misère. Ce système continuera tant que les exploités n'y mettront pas fin en le renversant par leurs luttes et en réorganisant la société sur une autre base que celle de l'exploitation de l'homme par l'homme, c'est-à-dire sur la base du communisme.

Sénégal

GRÈVE DES TRAVAILLEURS DE L'USINE TWYFORD-CERAMICS

Au début de ce mois de septembre, les travailleurs de l'usine Twyford-Ceramics (fabrication de carreaux en céramique) située dans la commune de Sindia, (département de Mbour) ont fait une grève de 48 heures pour dénoncer leurs conditions de

travail et leurs bas salaires. Cette usine appartenant à un consortium chinois a été inaugurée en grande pompe par le président sénégalais Macky Sall en janvier dernier. Celui-ci s'est félicité de l'installation de cette grosse unité moderne qui aurait créé 1000 emplois directs et 2000 emplois indirects et qui permettrait au Sénégal de devenir prochainement le leader de la production de carreaux de toute cette région du continent.

Dans le compartiment finition et emballage de l'usine de fabrication de carreaux.

Mais, à peine quelques mois après son démarrage, cette usine a inauguré sa première grève importante car les ouvriers n'acceptent pas les conditions dans lesquelles ils travaillent. En effet, la direction de cette usine soi-disant moderne, ne respecte même pas le minimum en matière de législation sociale : pas de primes de risque ni primes de transports, les heures supplémentaires ne sont pas payées selon les lois en vigueur, les salaires mensuels n'atteignent pas les 100 000 francs Cfa (environ 150 euros), les journées de travail peuvent durer jusqu'à 13 heures sans repos alors que les risques d'accident sont énormes du fait de la proximité des fours à hautes températures ; la cantine et les dortoirs ne correspondent pas aux besoins des travailleurs, etc.

C'est face au mépris affiché de la direction qui de surcroit bénéficie du soutien des autorités publiques, que les travailleurs ont décidé de se mettre en grève. Et même si les 48 heures d'arrêt de travail n'ont pas suffi à faire plier la direction, les travailleurs ont tout de même montré qu'ils ne sont pas prêts à accepter de travailler dans n'importe quelles conditions.

Éthiopie

LE POUVOIR D'ABIY FACE AUX CONSÉQUENCES DE LA CRISE ÉCONOMIQUE, POLITIQUE ET SANITAIRE

L'Éthiopie affronte tant bien que mal, comme tous les pays du monde, la pandémie de Covid-19. Elle n'y est pas aussi virulente qu'en Europe et en Amérique. Le gouvernement a mobilisé des jeunes femmes et des étudiantes, plus acceptées dans les familles, pour parcourir les campagnes les plus reculées du pays et expliquer aux habitants les mesures de protection à prendre. Par ailleurs, à cause de cette épidémie, les élections législatives ont été reportées à une date ultérieure.

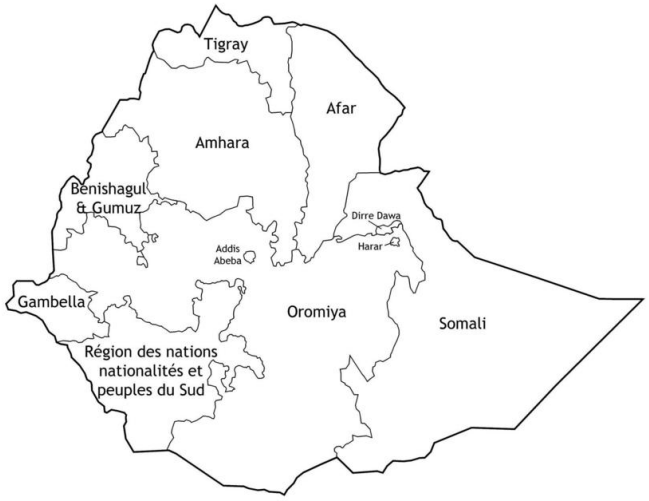
Après l'assassinat du chanteur populaire oromo, Hatchalu Hundessa, survenu le 29 juin dernier, Addis-Abeba a été le théâtre de manifestations importantes réprimées violemment par l'armée et la police. Il y a eu plus de 200 morts. Autant les autres années les forces de répression étaient plus prudentes de peur de se laisser déborder,

autant à l'heure actuelle, Abiy (l'actuel Premier ministre, lui-même issu de l'ethnie Oromo) a les coudées franches pour réprimer les manifestations d'une manière directe. On peut dire qu'il a réussi à imposer le calme dans les rues des grandes villes, dont Addis-Abeba, et est de ce fait en train d'améliorer sa cote de popularité.

Depuis un mois, le gouvernement a procédé au remplacement des coupures de la monnaie nationale actuelle le « Birr » par des coupures de modèle différent. Les anciennes coupures ne seront plus valables au-delà de la fin du mois de novembre 2020. En procédant ainsi, le gouvernement d'Abiy prétend qu'il veut « lutter contre le financement d'activités illégales, la corruption et la contrebande ». C'est une vieille revendication de l'Association des banquiers éthiopiens qui se plaint de ne pas avoir assez de liquidités à cause du fait que, toujours selon elle, 113 milliards de birrs, soit 2.6 milliards d'Euros, se trouveraient aujourd'hui « hors du circuit bancaire ».

En fait, c'est le dirigeant de l'État du Tigré qui est surtout visé car il est soupçonné par le pouvoir fédéral de détenir un « trésor de guerre » en liquidités. Dans le pays c'est connu de tout le monde. Le but visé par l'introduction des nouveaux billets de banque serait donc de « démonétiser » ce trésor de guerre. Cette décision a contribué à relever la popularité d'Abiy dans le reste du pays. Cela dit, il faut savoir qu'en Éthiopie ou en Afrique en général et dans bien d'autres pays du monde, les hommes au pouvoir se servent dans les caisses de l'État pour leur compte personnel et ont l'habitude de déposer leurs fortunes dans des lieux plus sûrs comme en Europe ou dans les paradis fiscaux.

Pour les travailleurs des villes et des campagnes tout cela ne changera rien à leur situation. Ni Abiy ni les nouvelles coupures du birr ne règleront leurs problèmes. Par contre les prix des denrées alimentaires ont subi une forte augmentation. Cela crée un mécontentement et souligne une fois de plus la nécessité pour les travailleurs d'avoir leur propre organisation pour lutter et défendre leurs intérêts.



Selon la dernière constitution de 1994, l'État fédéral d'Éthiopie est composé de dix régions-États basés sur l'ethnicité, et deux « villes-États ».

Madagascar

CEUX QUI FONT LES FRAIS DE LA CRISE ET CEUX QUI EN PROFITENT

Au nom de la lutte contre le covid 19, le préfet de la capitale Antananarivo, Ravelonarivo, oblige les gens à porter le masque. Le non respect de cette obligation les expose à des sanctions sous forme d'amendes ou de travaux d'intérêt général.

Ceux qui ont les moyens peuvent s'en sortir en s'acquittant de l'amende, mais les

travailleurs et la population pauvre qui constituent l'écrasante majorité, ont rarement les moyens d'échapper aux travaux d'intérêt général. Cela consiste entre autres à curer les canalisations des égouts de cette ville tentaculaire, à pénétrer dans ces sortes de cloaques à ciel ouvert que sont devenus les canaux et les lacs. Ces endroits et leurs abords infects sont remplis de toutes sortes de cadavres d'animaux et de microbes. Les rats y pullulent et les autorités n'ignorent pas que ces animaux sont porteurs de puces, elles-mêmes porteuses du virus de la peste dite bubonique qui, périodiquement, fait son apparition et cause des ravages à Madagascar. Les moustiques aussi pullulent dans ces lieux humides et transmettent le paludisme.

La situation des gens de la zone appelée « quartier bas » est catastrophique. La plupart d'entre eux survivent dans des maisons ou des bouts de maisons ravagés par les vents violents ou les cyclones. Pendant la saison des pluies ces endroits deviennent marécageux. Ce sont ces endroits que la bourgeoisie avec la complicité des pouvoirs publics, réserve aux travailleurs et aux classes pauvres.

Faillite des entreprises et explosion du chômage

De nombreuses entreprises situées dans les zones franches ont déposé le bilan. Les petits patrons y ont perdu plus que les gros qui eux, ont accumulé d'énormes réserves sur le dos de leurs salariés.

Comme toujours, les principales victimes des conséquences de cette crise, de ces faillites, ce sont les travailleurs. Les patrons leur imposent des conditions de travail infernales qui continuent à se dégrader. Le président, son gouvernement ainsi que les chefs religieux de toutes obédiences, pèsent de tout leur poids pour faire croire aux classes pauvres qu'elles doivent se sacrifier pour « sauver l'économie du pays ». Cela est une duperie qui fait le jeu des capitalistes. Les travailleurs sont victimes de ce système malade, périmé et nuisible à toute l'humanité.

Décembre 2017. Grève des employés de l'entreprise de confection Classic Knitwear, située dans la zone franche de Tana, contre la mise en chômage technique de 263 d'entre eux, sans indemnité et pour une durée de trois mois.

Aux travailleurs des secteurs industriels jetés à la porte de leur entreprise, s'ajoutent des milliers d'autres travailleurs saisonniers. Cette situation catastrophique touche également d'autres catégories populaires comme les artisans qui fabriquent les objets d'arts, les commerçants qui les vendent aux touristes, les guides touristiques, les chauffeurs de taxis-ville, des taxis-brousse et autres minicars ... De nombreuses petites gens tels que les charretiers, les petits livreurs, subissent aussi les conséquences de la crise et se trouvent privés de leur moyens de subsistance. C'est pourtant aussi grâce à toutes ces catégories sociales que la société réussit à tourner.

Un exploiteur qui soigne son image de marque

Hassanein Hiridjee est un richissime homme d'affaires malgache qui est propriétaire de la zone industrielle Filatex à Anta-

nanarivo, il est aussi PDG et actionnaire du groupe international AXIAN présent en Afrique. Dans la capitale malgache, sa « fondation H » est présente sous forme de galerie d'art et de salles de spectacles dans lesquelles se produisent des artistes. Cela semble avoir du succès, puisqu'il vient récemment d'en ouvrir une en France, cette fois dans un quartier huppé de Paris.

Les donations, les bonnes œuvres et le mécénat sous diverses formes font partie de l'image que certains d'entre eux veulent se donner. Les travailleurs ne doivent cependant pas oublier que ces gens-là sont avant tout des exploiteurs.

Un corrompu en cavale

Rabekoto, un ancien directeur général de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS) et aussi président en exercice de la Fédération Malgache de Football (FMF) est sous le coup d'un mandat d'arrêt. Il a réussi à s'enfuir à l'étranger grâce sans doute à des complicités en haut-lieu malgré « la tolérance zéro » prônée par le président malgache en matière de lutte contre la corruption et les détournements de fonds.

En toute impunité, ce fugitif donne des vidéoconférences consacrées au football à partir d'on ne sait où. Il fait ainsi une sorte de pied de nez à l'autorité centrale malgache. Si ce dont il est accusé est avéré, ce sont des milliards d'Ariary qu'il aura réussi à détourner. Des corrompus de son espèce sont nombreux dans les hautes sphères de l'administration.

Un marchand d'illusions au sommet de l'État

Andry Rajoelina, le président malgache, aime bien se montrer devant les caméras en trains de rendre visite à des gens pauvres, leur apportant de ses propres mains de quoi survivre en cette période de pandémie de corona virus qui touche cruellement les populations les plus vulnérables. Il continue de faire croire qu'il réussira à vaincre cette pandémie avant la fin de l'année 2020.

Il y a quelques mois il avait vanté l'efficacité d'une décoction contenant de l'artemisia pour prévenir et guérir du covid 19. C'était, selon lui le « remède africain ». Il proposait de fournir son breuvage à tous les pays du continent qui seraient intéressés. Idriss Deby, le président du Tchad avait même envoyé un avion pour récupérer les bouteilles de ce breuvage, le Covid-Organics (CVO) offert par son compère malgache. Depuis le mois de juillet les statistiques montrent une forte progression du covid-19 à Madagascar. C'était dit-on aujourd'hui « un optimisme de tradipraticien ».

Le chef d'État malgache vantant les mérites de sa décoction « anti-Covid »

Maintenant le président affirme qu'un essai clinique d'un traitement injectable à base de cette même plante associée à de la vitamine C, s'est révélé concluant pour soigner les personnes qui seraient contaminées par ce virus. Il veut à nouveau faire croire au miracle. Ça frise le charlatanisme !

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.